



CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 09 DÉCEMBRE 2022

L'an deux mille vingt deux, le neuf décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

CORRE Michel

Excusés

GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)
POUPON Julien (pouvoir à QUENTRIC-BOWMAN Morgane)
RIOU Michel (pouvoir à YVINEC Odile)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CORNEC Elodie (pouvoir à BLANDIN Lénaïc)
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)
ROULLEAUX David (pouvoir à CORRE Michel)
SOUN Véronique (pouvoir à TANGUY Anne)
LEON Jean-Jacques (pouvoir à LE ROY Christine)

Absents

BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, NICOLAS Angélique

Conseil de Communauté du 9 décembre 2022
Délibération n°DCC2022_141

| | |
|--------------|---|
| Objet | Conditions de reversement de la part de taxe d'aménagement perçue par les communes pour les dépenses d'équipement supportées par la Communauté dans le cadre de l'exercice de ses compétences. |
| Rapporteur | Patrick LECLERC |
| Service | Direction Générale |
| Thème | Direction générale |

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La Communauté d'agglomération, par délibération en date du 8 décembre 2017, avait adopté le principe du reversement à la Communauté de la part communale de la taxe d'aménagement perçue par les communes sur les zones d'activité économique aménagées par la Communauté.

Il convient désormais d'élargir ce reversement de la taxe d'aménagement perçue par les communes au titre de l'ensemble des dépenses d'équipement réalisées par la Communauté concourant aux opérations et actions financées par cette taxe et qui contribuent à la réalisation des objectifs de la collectivité en matière d'urbanisme (cf. article L101-2 du code de l'urbanisme).

Ainsi, dès lors qu'une autorisation d'urbanisme délivrée par une commune de la Communauté amène cette dernière à financer une partie de l'opération dans le cadre de l'exercice de ses compétences, ces charges d'équipements publics doivent entrer en compte dans la détermination des modalités de partage de la Taxe d'Aménagement.

Sont concernés, à titre d'exemple, les travaux de création d'un réseau d'eau pluviale dans le cadre d'une opération d'aménagement menée par la commune et donnant lieu à l'octroi d'autorisations d'urbanisme.

Les communes de la Communauté qui perçoivent la taxe d'aménagement sont désormais dans l'obligation de prévoir les conditions de reversement de tout ou partie du produit de cette taxe à la Communauté. Le partage du produit de cette taxe est obligatoire, et ne peut donc être refusé ni par une commune, ni par la Communauté.

La loi laisse cependant une marge d'appréciation locale, qui se traduit par un accord par délibérations concordantes (à la majorité simple) du conseil municipal (commune ayant institué la taxe) et du conseil de Communauté, en tenant compte de la charge des équipements publics relevant de chacun.

Il convient de déterminer une règle de répartition faisant consensus pour toutes les communes et la Communauté.

L'intervention de la Communauté, à l'instar de toute intercommunalité, est rarement égalitaire sur l'ensemble du territoire, il est donc pertinent que chaque répartition soit différente en fonction de la charge d'équipements publics portée par la Communauté sur chacune de ses communes membres.

Les données suivantes permettent d'appréhender la spécificité de la Communauté et des différences entre les communes membres en matière de taxe d'aménagement et du niveau des dépenses d'équipement réalisées :

- Le montant total de Taxe d'aménagement perçu sur le territoire intercommunal hors reversement de la TA associée aux zones d'activité aménagées par la Communauté varie de 381 k€ (2017) à 789 k€ (2018), pour atteindre 510 k€ en 2020 ;
- Sur cette période, les produits de TA perçus par les communes varient de 0 € à 310 k€ (Landerneau), zones d'activités comprises ;
- Le total des dépenses d'équipement des communes sur 2017-2020 sont de l'ordre de 10 à 12,4 M € de dépenses annuelles, s'échelonnant de moins de 2 k€ à plus de 2,8 M € (Landerneau).
- Le montant annuel des dépenses d'équipement de la Communauté, sur la même période, varie de 2,7 M € à plus de 5 M €.

Aussi, en dehors de la Taxe d'aménagement perçue au titre des dépenses intéressant les zones d'activités aménagées par la Communauté et déjà l'objet d'un remboursement de taxe par les communes, il est proposé de fixer le cadre général suivant :

- Dès lors qu'une commune de la Communauté perçoit de la Taxe d'Aménagement en dehors des autorisations d'urbanisme intéressant les zones d'activité aménagées par la Communauté, la commune saisit la Communauté afin de définir, d'un commun accord, les dépenses d'équipement engagées et par la commune et par la Communauté intéressant directement ou indirectement ladite autorisation ;
- La répartition du produit de la Taxe d'Aménagement correspondante sera alors établie au prorata des dépenses ainsi calculées d'un commun accord, sur la base d'un état des dépenses validé par le comptable public.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu les articles L101-2, L331-1 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu la délibération 2017-139 DE de la Communauté en date du 08/12/2017 adoptant le principe du reversement à la Communauté de la part communale de la taxe d'aménagement perçue par les communes sur les zones d'activité économique aménagées par la Communauté,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 25 novembre 2022

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 8 novembre 2022

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Adopte le principe du reversement à la Communauté de la part communale de la taxe d'aménagement perçue par les communes, suivant les modalités suivantes :

- L'intégralité du produit de la taxe d'aménagement perçue par les communes sur les zones d'activité économique aménagées par la Communauté,
- L'intégralité de la taxe d'aménagement perçue par les communes correspondant à la part de la Communauté dans le financement des équipements pour la mise en œuvre des opérations d'aménagement sur le territoire de la Communauté relevant de ses compétences, à déterminer pour chacune des autorisations d'urbanisme accordées générant le versement de la Taxe d'Aménagement aux communes.

Article 2 : Autorise le Président à établir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 15/12/2022

Reçu en préfecture le 15/12/2022

Publié le 15/12/2022



ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_141-DE